

BULLETIN D'INFORMATION

LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE CONTINUE DE DÉFIER LE POUVOIR JUDICIAIRE ET EST SUSCEPTIBLE DE SIGNER UN ACCORD AVEC LE RWANDA POUR L'EXPULSION DE MIGRANTS

Malgré le rejet judiciaire britannique de la déportation d'immigrants vers le Rwanda, considéré comme un pays non sûr, depuis trois semaines, le gouvernement continue de résister à la décision de la cour. Londres et Kigali ont récemment signé un nouveau traité au Rwanda visant à expulser les immigrants en situation irrégulière vers l'Afrique de l'Est.

Le gouvernement britannique contourne la décision de la Cour suprême sur l'illégitimité de la décision en concluant un nouvel accord de 43 pages, indiquant que les immigrants expulsés vers le Rwanda "ne seront pas exposés au risque d'être renvoyés dans un pays où leur vie ou leur liberté sont menacées".

L'accord a été signé par le ministre britannique de l'Intérieur, James Cleverly, et le ministre rwandais des Affaires étrangères, Vincent Biruta. Le ministre rwandais des Affaires étrangères a déclaré : "Nous avons recherché ce partenariat avec le Royaume-Uni car nous pensons avoir un rôle à jouer dans cette crise de la migration illégale".

Le ministre britannique de l'Intérieur a exprimé son admiration pour le gouvernement rwandais, affirmant qu'il s'agit d'un pays sûr. Le ministère britannique de l'Intérieur a déclaré dans un communiqué que le nouveau traité "répond directement aux résultats de la Cour suprême et offre une solution à long terme".

Le porte-parole adjoint du gouvernement rwandais, Alan Mukuralinda, a souligné que l'accord inclut également la création d'un "tribunal conjoint avec des juges rwandais et britanniques à Kigali pour garantir la sécurité des immigrants et empêcher la déportation de tout immigrant envoyé au Rwanda vers son pays d'origine". Cela permettra également d'examiner les plaintes de tous les immigrants.

Actuellement, Londres envisage la ratification par les parlements britannique et rwandais. Yasmin Ahmed, directrice d'une organisation non gouvernementale au Royaume-Uni, a exhorté Londres à "ouvrir les yeux sur l'histoire du Rwanda, pleine de violations des droits de l'homme, en particulier contre les réfugiés et les demandeurs d'asile, et à abandonner complètement ses projets de déportation des demandeurs d'asile vers le Rwanda".



IL ANNONCE UNE RÉDUCTION DU NOMBRE D'IMMIGRANTS LÉGAUX ET LEUR INTERDIT D'AMENER LEUR FAMILLE

Le Royaume-Uni a annoncé des plans visant à réduire le nombre d'immigrants légaux arrivant dans le pays, notamment en augmentant le salaire minimum pour les emplois qualifiés. Les niveaux élevés de migration légale ont dominé la scène politique au Royaume-Uni depuis plus d'une décennie, jouant un rôle clé dans le vote de 2016 pour quitter l'Union européenne.

Le Premier ministre britannique Rishi Sunak a promis un plus grand contrôle sur l'immigration après avoir fait face à des critiques de la part des parlementaires du Parti conservateur. Cependant, les entreprises et les syndicats ont critiqué les mesures, les jugeant contre-productives et difficiles à gérer tant pour le secteur privé que pour le secteur de la santé géré par l'État, tous deux confrontés à des pénuries de main-d'œuvre.

Le nombre net d'immigrants légaux a atteint 745 000 l'année dernière, une part importante provenant de pays tels que l'Inde, le Nigeria et la Chine plutôt que de l'Union européenne. Le ministre de l'Intérieur, James Cleverly, a déclaré que les nouvelles mesures pourraient réduire ce nombre de 300 000. Le gouvernement prévoit d'augmenter le salaire minimum pour les travailleurs étrangers qualifiés à 38 700 livres sterling (48 900 dollars) contre son niveau actuel de 26 200 livres sterling, à l'exception des travailleurs des secteurs de la santé et des services sociaux. Les travailleurs étrangers de la santé seront interdits d'emmener leur famille avec eux via leurs visas. De plus, les immigrants verront une augmentation de 66% des frais d'accès aux services de santé, et l'exigence de revenu minimum pour les visas familiaux sera augmentée.

Cleverly a expliqué que le gouvernement mettra fin au système actuel permettant aux employeurs de payer aux immigrants seulement 80 % de leur salaire pour les emplois connaissant des pénuries de main-d'œuvre. La liste des professions en pénurie sera examinée.

Les syndicats ont exprimé des inquiétudes quant au plan de Cleverly. Christina McAnea, la secrétaire générale de l'UNISON, le principal syndicat des soins de santé, a qualifié la décision de "catastrophe totale" pour le service de santé. Elle a ajouté que les immigrants choisiront désormais des pays plus accueillants pour eux plutôt que d'être contraints de vivre sans leur famille.



Une organisation allemande : Les autorités italiennes détiennent un navire qui a secouru des migrants

Une organisation allemande de secours a déclaré que l'Italie a détenu l'un de ses navires après une opération de sauvetage en Méditerranée. Les autorités italiennes attribuent la responsabilité de l'évasion de migrants non documentés depuis la patrouille côtière libyenne et de leur saut dans l'eau à l'équipage du navire, une allégation que l'organisation nie.

L'organisation allemande "SOS Méditerranée" a annoncé que les autorités italiennes, sur la base de "fausses allégations", ont détenu son navire "Ocean Viking" après avoir mené une opération de sauvetage dans le centre de la Méditerranée.

L'organisation allemande a précisé que les autorités dans la ville italienne du sud, Crotona, ont retiré le navire de la circulation maritime, indiquant que la période de détention durera 20 jours, accompagnée d'une amende financière.

Le navire avait sauvé environ 200 migrants de la noyade en mer et les avait débarqués dans la ville côtière de Calabre. Les autorités italiennes accusent l'organisation d'avoir précédemment ignoré les instructions de la garde côtière libyenne de quitter la zone.

L'Italie avait mis en œuvre des lois pour restreindre les opérations des navires de sauvetage, notamment une limite de sauvetage d'un seul bateau en détresse par voyage, avec l'obligation de notifier aux autorités italiennes d'arrêter et de débarquer les migrants, une mesure que les organisations de secours rejettent. Elles ont déposé des plaintes auprès de l'Union européenne sur l'impact des décisions de l'Italie sur l'augmentation du nombre de noyades en mer.

LES AUTORITÉS FRANÇAISES EXPULSENT 190 MIGRANTS POUR LES EMPÊCHER DE SE NOYER



Les autorités françaises ont secouru 190 migrants au large de la côte de Calais, dans le nord de la France, alors qu'ils tentaient de traverser la Manche à bord de bateaux pour rejoindre la Grande-Bretagne. Les autorités n'ont pas précisé le lieu de départ de ces migrants. La Manche est l'une des voies maritimes les plus fréquentées au monde, caractérisée par des courants forts qui augmentent le danger de la traversée, en particulier pour les migrants à bord de bateaux non adaptés. Les passeurs surchargent souvent ces embarcations au-delà de leur capacité, les laissant à peine à flot et à la merci des vagues lorsqu'ils tentent d'atteindre les côtes britanniques.



SUITE À L'ANNULATION DES LOIS ANTI-MIGRATION AU NIGER, UNE ORGANISATION DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME MET EN GARDE CONTRE LES RÉPERCUSSIONS EN LIBYE

L'Institution nationale des droits de l'homme de Libye a exprimé une profonde préoccupation concernant la décision des autorités nigériennes d'annuler les lois relatives à la lutte contre la migration irrégulière dans la République du Niger. On s'attend à ce que cette décision ait des répercussions négatives sur les niveaux de sécurité, de stabilité et de sécurité aux frontières avec la Libye.

L'organisation a souligné que l'abrogation de la loi encouragerait les réseaux de trafic humain, la traite des êtres humains et la criminalité organisée transnationale, contribuant toutes à une augmentation du volume et des indicateurs des flux migratoires vers la Libye.

L'organisation a affirmé que cette décision entraînerait une augmentation du nombre de décès de migrants lors de voyages périlleux à travers la mer Méditerranée, avec des implications directes pour la Libye liées à cette décision irresponsable prise par les autorités nigériennes.

L'Institution nationale des droits de l'homme de Libye a considéré la décision comme une entrave aux efforts de la Libye pour lutter contre le trafic de migrants, la traite des êtres humains, éliminer les réseaux criminels et la criminalité organisée transnationale traversant ses frontières, et sécuriser ses frontières sud avec les pays voisins, dont le Niger.

L'organisation a mis en garde les autorités libyennes, y compris les gardes-frontières et les résidents des zones frontalières du sud-ouest et de l'est, contre des vagues sans précédent de passages de migrants irréguliers, qui pourraient inclure des éléments d'organisations extrémistes dans les pays du Sahel confrontés à des campagnes militaires.



LES MIGRANTS SYRIENS EN BULGARIE FONT FACE À UNE "PÉNURIE DE NOURRITURE ET DE MÉDICAMENTS"

Les Syriens résidant dans le Centre de Harmanli, dans le sud de la Bulgarie, endurent une vie difficile, confrontés à une pénurie de nourriture et au manque d'articles d'hygiène. Malgré la loi bulgare stipulant une réponse rapide aux demandes d'asile et accordant aux résidents la liberté de se déplacer dans le pays, seuls ceux ayant la chance d'être dans le centre pendant seulement deux mois en bénéficient, selon les témoignages de migrants irréguliers.

Les résidents du centre affirment que l'attente prolongée de l'approbation de l'asile, qui peut prendre jusqu'à deux ans, force les migrants à emprunter de l'argent pour acheter de la nourriture et de l'eau. Le centre accueille 700 demandeurs d'asile, dont 276 enfants, avec 81 mineurs non accompagnés, principalement originaires de Syrie, arrivés en Bulgarie via la Turquie.

Bien que le centre soit conçu pour accueillir jusqu'à 3 650 migrants, il manque de ressources financières pour les soutenir adéquatement, compte tenu de la réduction des dépenses liées à la migration par le gouvernement bulgare. La Bulgarie est actuellement confrontée à une augmentation du nombre de migrants, recevant 20 000 demandes d'asile en 2022, principalement de Syrie, d'Afghanistan et du Maroc.

Les Syriens dans le centre se plaignent d'avoir fui la guerre en Syrie pour se retrouver dans des conditions déplorables, sans soins médicaux, avec une nourriture et des médicaments insuffisants, et un manque de vêtements propres ou de couvertures. Hamed Khoshseeyar, coordinateur dans une organisation de défense des droits de l'homme, a confirmé des agressions continues contre les migrants résidant dans le centre, en entendant des histoires terrifiantes d'attaques par des forces spéciales loin des caméras.

Khoshseeyar a souligné le besoin urgent de produits de base tels que la nourriture, les médicaments et l'hygiène.



LA POLOGNE RENFORCE LA SÉCURITÉ À SES FRONTIÈRES AVEC LA SLOVAQUIE POUR FREINER LA MIGRATION ILLÉGALE



Les autorités en Pologne ont renforcé la surveillance de leurs frontières avec la Slovaquie en raison de l'augmentation des tentatives des migrants irréguliers d'entrer sur leur territoire.

La Slovaquie sert de pays de transit pour les migrants, la plupart venant du Moyen-Orient et d'Afghanistan, cherchant à atteindre l'Europe occidentale, en particulier l'Allemagne, après avoir pénétré dans l'Union européenne par la Hongrie depuis la Serbie. La Slovaquie n'est pas membre de l'Union européenne.

La Pologne, ainsi que la République tchèque et l'Autriche, ont renforcé leurs frontières avec la Slovaquie après avoir déclaré que leurs frontières représentaient une menace sérieuse pour la migration illégale.

Les autorités en Tunisie ont arrêté quatre individus après qu'ils ont volé de l'argent à des migrants irréguliers

La police tunisienne a arrêté quatre individus soupçonnés d'avoir tenté une opération de piraterie maritime en démantelant un moteur et en volant de l'argent à des migrants irréguliers en mer. Une vidéo a été publiée sur les réseaux sociaux montrant des individus essayant de saisir le moteur d'un bateau transportant des migrants irréguliers tunisiens en mer et en volant leur argent. Les autorités tunisiennes ont agi, et un bateau pneumatique, un moteur et une quantité de carburant ont été saisis à leur domicile. Ils font face à des accusations de "formation d'un gang dans le but d'agresser des individus et des biens".



DANS UNE NOUVELLE ÉTUDE STATISTIQUE, 15 % DES NAISSANCES EN AMÉRIQUE SONT DES ENFANTS D'IMMIGRANTS.

Le Centre américain d'études sur la migration a publié une nouvelle étude sur le nombre de naissances issues de l'étranger aux États-Unis. La population des États-Unis est signalée à 340 millions.

Selon le centre, la proportion de naissances issues de l'étranger est la plus élevée de l'histoire, atteignant son apogée en octobre 2023. Le nombre de naissances d'immigrants a atteint 49,5 millions, représentant 15 % de la population américaine, un record. Cela représente une augmentation de 4,5 millions depuis l'entrée en fonction du président Biden, établissant un nouveau record.

L'étude ajoute que le taux de natalité est le plus élevé jamais enregistré dans l'histoire américaine, avec une prévision de 2,5 millions de naissances d'immigrants non documentés. Le taux de naissance mensuel moyen a augmenté à 137 000 depuis l'entrée en fonction du président Biden, contre 42 000 pendant la présidence de Trump avant l'émergence du coronavirus, et 68 000 pendant l'administration Obama.

Le rapport met en évidence une augmentation des naissances au sein de familles d'origine latino-américaine, totalisant 2,9 millions depuis janvier 2021. L'étude indique qu'une partie significative de la croissance récente des naissances est attribuée à la migration non documentée, les naissances d'immigrants légaux représentant les trois quarts du total des naissances.

L'étude précise que, par définition, toutes les naissances d'immigrants aux États-Unis ne peuvent contribuer qu'à la population des personnes nées aux États-Unis. Cela signifie que plus de 4,5 millions de personnes en provenance de l'étranger ont dû arriver pour atteindre cette croissance.

Selon les données du Bureau du recensement du département du Travail américain en octobre, 6,3 millions d'immigrants ont informé le bureau de leur arrivée en 2020 ou plus tard.

L'étude note que l'augmentation du nombre d'immigrants non documentés en Amérique pendant l'administration Biden est due à une diminution significative de l'application des lois internes au cours des deux premières années de la présidence de Biden, où les opérations d'expulsion interne étaient inférieures de moitié à celles de 2020.

Le Département de la sécurité intérieure pour l'exercice fiscal 2022 a révélé que 850 000 visiteurs étrangers ont dépassé leur séjour autorisé cette année-là. L'étude souligne également que le nombre de résidents non documentés est passé de 10,2 millions en janvier 2021 à 12,6 millions d'ici mai 2023, un rapport du Département de la sécurité intérieure indiquant que 69 % des immigrants non documentés sont originaires d'Amérique latine.



LE CAIRE REJETTE LE DÉPLACEMENT FORCÉ DES PALESTINIENS ET ADOPTE UNE APPROCHE GLOBALE DANS LE TRAITEMENT DE LA MIGRATION ILLÉGALE

Ambassadeur le Dr. Badr Abdellaty, ambassadeur de l'Égypte auprès du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, et son représentant auprès de l'Union européenne et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), a affirmé le rejet catégorique de l'Égypte du déplacement forcé du peuple palestinien dans la bande de Gaza, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses frontières, le considérant comme une ligne rouge qui ne sera pas tolérée.

L'ambassadeur Badr Abdellaty a déclaré dans son discours lors de la conférence internationale sur la "Coalition mondiale contre le trafic de migrants", organisée par la Commission européenne pour discuter des moyens de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le trafic de migrants. La conférence a été présidée par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et la commissaire aux Affaires intérieures, Ilva Johansson, ainsi que par des ministres et des représentants de plus de 55 pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Il a souligné que l'Égypte adopte une approche globale pour traiter les questions de migration, non limitée aux dimensions de la sécurité, mais englobant également les aspects de développement, économiques et sociaux pour remédier aux causes profondes de la migration illégale. Il a souligné le succès de l'expérience égyptienne dans la lutte contre la migration illégale, notant qu'aucun bateau de migration illégale n'a quitté les côtes égyptiennes depuis septembre 2016.

L'ambassadeur égyptien à Bruxelles a souligné la nécessité de déployer des efforts conjoints pour augmenter la migration légale de l'Égypte vers l'Union européenne. Cela inclut le lancement de programmes de formation et d'éducation professionnelle pour qualifier la main-d'œuvre égyptienne pour le marché du travail européen, en leur fournissant des opportunités d'emploi réglementées pour contribuer à réduire le nombre d'immigrants illégaux vers l'Union européenne.

L'ambassadeur Badr Abdellaty a mis en lumière le fait que l'Égypte accueille environ 9 millions de réfugiés qui bénéficient de services de base similaires à ceux des citoyens égyptiens. De plus, l'Égypte a reçu des centaines de milliers de réfugiés soudanais depuis le début de la crise récente, imposant des charges économiques.

De son côté, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a souligné l'importance de renforcer la coopération entre les pays d'origine, de destination et de transit dans la lutte contre les réseaux de trafic de migrants. Elle a exprimé l'anticipation de l'Union européenne d'établir davantage de partenariats bilatéraux pour fournir des opportunités d'emploi et faciliter la migration circulaire, comblant ainsi le fossé sur le marché du travail européen.

La commissaire européenne aux migrations et aux affaires intérieures, Ilva Johansson, a salué la bonne coopération avec l'Égypte en tant que partenaire significatif pour l'Union européenne, soulignant l'importance de continuer à soutenir la coopération bilatérale dans le domaine de la migration.



LES AUTORITÉS SINGAPOURIENNES RÉVÈLENT LA PRÉSENCE DE MIGRANTS CACHÉS DANS LES "ÉGOUTS"



Les autorités singapouriennes ont découvert plusieurs bâtiments abandonnés utilisés par des migrants sans papiers comme cachettes, incitant à prendre des mesures strictes pour inspecter les structures vacantes dans les zones industrielles.

La police singapourienne a révélé l'utilisation d'un égout caché, d'environ 90 cm de large et 2 mètres de haut, comme cachette pour les migrants sans papiers. L'égout est situé à environ 100 mètres d'un bâtiment de deux étages qui abritait autrefois des usines. Le bâtiment est entouré de clôtures et de portes fermées, mais l'égout peut être accessible via un couvercle métallique.

Les migrants ont utilisé des sacs en plastique et des morceaux de tissu dans plusieurs tuyaux en plastique à proximité pour éviter les fuites d'eau dans l'égout où ils se cachaient. Les autorités singapouriennes ont arrêté 57 migrants sans papiers en 2022. La loi interdit l'entrée dans les voies d'eau telles que les égouts sans autorisation, et les contrevenants peuvent être passibles d'amendes allant jusqu'à 3 000 dollars pour y entrer. Ceux reconnus coupables d'intrusion intentionnelle de propriété peuvent encourir des amendes allant jusqu'à 1 000 dollars.

L'Égypte renforce sa coopération avec l'Union européenne pour faire face à la "migration illégale"

En élargissant les programmes de soutien économique aux jeunes et en les préparant au marché du travail, l'Égypte renforce sa coopération avec l'Union européenne pour faire face à la "migration illégale". Nevine El-Kabbaj, ministre de la Solidarité sociale de l'Égypte, a déclaré que "la migration illégale ajoute de véritables défis aux pays, en plus des défis de développement qui menacent la vie des jeunes lors du voyage de migration, mettant en danger leur stabilité morale, professionnelle et familiale sans aucune couverture santé et assurance."

Elle a ajouté que "(la migration illégale) impose aux pays et aux peuples des responsabilités économiques et sociales supplémentaires pour accueillir des migrants et des réfugiés non enregistrés légalement."

Le gouvernement égyptien a lancé une initiative de sensibilisation en 2019 sur les risques de la migration, comprenant des initiatives communautaires telles que "Lifeboats", mise en œuvre par le ministère de la Migration et des Affaires des Égyptiens à l'étranger en coordination avec les autorités égyptiennes compétentes. Le gouvernement égyptien met l'accent sur la "continuation des efforts de sensibilisation pour confronter la migration illégale dans le but de fournir une vie sûre aux citoyens".

La ministre de la Solidarité sociale a affirmé que le ministère met en œuvre des programmes de développement liés à la "citoyenneté", favorisant le sentiment d'appartenance nationale, la responsabilité et la responsabilité sociale. L'accent est mis sur la sensibilisation aux dangers de la "migration illégale" pour différents segments de la société, en particulier les jeunes, leur permettant de prendre des mesures préventives avant de tomber dans les pièges des passeurs et des pratiques non réglementées qui affectent leur sécurité et leur protection.

